



**UNION LOCALE  
BASSE-LOIRE**

## **Union Syndicale Locale des Retraités**

Couëron, le 12 février 2020

***Mesdames et Messieurs les candidats***

*Mesdames, Messieurs,*

A la veille des prochaines élections municipales, notre USLR CGT de La Basse-Loire, entend porter à votre connaissance quelques-unes des revendications de nos adhérents et par retour leur faire connaître les réponses que vous envisagez d'y apporter, si vous êtes élus.

Les principaux questionnements de nos adhérents s'articulent autour de quelques thèmes :

- Les conditions d'accès à la retraite et le niveau des pensions.
- L'allongement de la durée de vie et les possibilités de vivre dignement cette tranche de vie.
- Les services de proximités.
- Le développement HUMAIN durable.
- Les moyens financiers.

Vous trouverez en annexe les motivations qui nous conduisent à exprimer les revendications que nous formulons ci-dessous :

- A)** – Le rôle et la place des retraités dans la vie locale.
- B)** – Pour des EHPAD publics à but non lucratif.
- C)** – Pour des parcours de santé.
- D)** – La Basse-Loire un espace industriel, agricole et écologique.
- E)** – Le pouvoir des élus.
- F)** – La CGT un acteur économique, social et environnemental dans la vie locale.

*Nous aurions pu aussi évoquer nos questionnements et nos propositions en ce qui concerne, le logement, la mobilité, l'urbanisme, la culture, la diététique, ....*

*Veuillez agréer, Mesdames et Messieurs les candidat(e)s, l'expression de nos sentiments syndicaux.*

Le Secrétaire de  
l'Union Syndicale Locale des Retraités CGT  
de Basse-Loire

Rémy TROADEC

## REVENDEICATIONS, INTERROGATIONS ET PROPOSITIONS CGT POUR VIVRE DIGNEMENT SA RETRAITE DANS NOS COMMUNES

### **Les conditions d'accès à la retraite et le niveau des pensions,**

Le souhait de chacun est de passer de la période d'activité professionnelle à la période de retraite de la façon la plus simple possible. Ce souhait banal et légitime est de moins en moins respecté. Il est en effet de plus en plus fréquent d'avoir des parcours professionnels cabossés, de vivre des périodes de privation d'emploi, des « jobs », des contrats courts, des pré-retraites prolongées, des détériorations des conditions de travail, des fermetures d'entreprises ou de tous autres sites d'activités, des délocalisations d'emplois, avec toutes les conséquences que cela comporte pour la validation des temps de cotisation et par voie de conséquence sur le montant des pensions, la qualité de la vie, la pérennité des projets personnels.

C'est pour toutes ces raisons que notre Union Locale en lien avec les autres structures de la CGT a multiplié les initiatives revendicatives pour le maintien et le développement du socle industriel de la Basse Loire - ARCELOR-MITAL, Cordemais, ... en lien étroit avec des actions pour le maintien du pouvoir d'achat des salaires, la revalorisation des pensions directes et de réversions, et bien sûr les multiples actions pour le retrait du projet de loi antisociale dite loi de la retraite à points.

### **L'allongement de la durée de vie et les possibilités de vivre dignement cette tranche de vie,**

En France, 4,8 millions de personnes auront plus de 85 ans en 2050, soit 3,2 fois plus qu'en 2017.

L'espérance de vie est aujourd'hui de 85,3 ans pour les femmes et de 79,5 ans pour les hommes.

Mais l'espérance de vie sans incapacité stagne à 63,5 ans pour les femmes et à 61,9 ans pour les hommes.

17 % des personnes de plus de 85 ans sont en perte d'autonomie.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2019 il y avait, en Loire-atlantique 321 337 personnes de plus de 60 ans, pour une population totale de 1 380 852 personnes.

L'allongement de la durée de vie fait qu'aujourd'hui les retraités constituent une part de plus en plus importante du corps électoral.

#### **C'est un phénomène d'ampleur, durable et sociétal.**

Les tenants et apôtres du libéralisme n'hésitent pas à déclarer que cet état de fait est une charge pour la société et en conséquence mobilisent leur énergie, leurs lobbys, leurs séides, leurs affidés pour détricoter les solutions économiques et le système de protection sociale mis en œuvre à la Libération sur les bases du programme du Conseil National de la Résistance intitulé " *Les jours heureux* ".

A la CGT, nous avons une toute autre vision de cette situation : **c'est un atout porteur d'avenir si nous en faisons un acte de solidarité intergénérationnelle.**

Le discours de celles et ceux qui sous des formes diverses traitent les retraités de privilégiés, est donc particulièrement passéiste, ségrégationniste, réactionnaire.

Comme nous, vous mesurez combien les retraités s'investissent bénévolement dans la vie publique locale, génèrent du dynamisme et du lien social dans chaque commune, au travers des associations sportives, culturelles, caritatives. Dans le même temps ils expriment et assument leur solidarité familiale en apportant aide et secours à leurs enfants et/ou à leurs parents.

**A)** - Avez-vous comptabilisé ce que coûterait à votre commune, en frais financiers, en qualité de vie, en perte de lien social, l'arrêt de l'engagement des retraités dans la vie locale ?

Plus encore que pour les autres générations la santé est au coeur des préoccupations des retraités.

Rappelons que l'Organisation Mondiale de la Santé définit la santé comme un état de bien être physique, mental, social et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité.

Le vieillissement est un état naturel normal qui évolue en permanence. Pour vieillir sereinement il faut conserver le plus longtemps possible son état de bien être physique, psychologique, social, mental.

Jusqu'à quel état de dépendance le maintien à domicile est-il la meilleure réponse pour avoir une vie sociale permettant de participer aux actions et initiatives intergénérationnelles locales, afin de maintenir cet équilibre ?

Les insuffisances de moyens humains et matériels alloués aux EHPAD peuvent conduire à la dégradation des conditions de travail du personnel et par voie de conséquence à leur mal vivre, voire à la maltraitance des résidents .

Comment accepter l'écart existant entre le prix mensuel des séjours (en moyenne 2000 €) dans ces établissements et le niveau mensuel des pensions ( en moyenne 1500 €) ?

Comment rendre attractive les professions médicales et para-médicales ?

Comment faciliter l'accès aux soins et empêcher la constitution de désert médicaux ?

**B)** En coopération avec la Métropole, le CDMCA, le département et l'ARS, les municipalités doivent envisager la réalisation d'établissements publics moins onéreux que les établissements privés à but lucratif.

L'existence et le bon fonctionnement d'équipements sportifs sont un élément de réponse pour vivre en bonne santé. Ils sont souvent utilisés pour fonctionner en compétition et en club et ne sont donc pas toujours adaptés aux capacités physiques des plus anciens.

**C)** Les parcours de santé, jalonnés de bancs de repos et de toilettes publiques, semblent une réponse mieux adaptée pour cette génération.

### **Les services de proximité.**

A nos yeux l'une des clés pour permettre à chacune et à chacun de vivre dignement cette tranche de vie est outre le niveau des pensions, l'existence de services publics et privés de proximité, adaptés aux besoins anciens et nouveaux de la population.

Tels qu'ils ont été conçus et mis en œuvre, les services publics ont été "*la charpente de notre modèle social et sociétal*", le "*ciment du vivre ensemble*", l'un "*des piliers de la démocratie*".

**Les services publics sont des outils de solidarité pour les personnes et les territoires.**

Ils sont porteurs d'emplois de proximité, d'attractivité des territoires, d'innovations technologiques et sociales.

Sous l'appellation séduisante de simplification des formalités administratives, nous assistons à une concentration et donc à une réduction massive des espaces où ces formalités peuvent être accomplies. Sous couvert d'y mettre une pincée d'assainissement écologique les pouvoirs publics ajoutent à cette concentration des sites, la dématérialisation accélérée des documents. Cette évolution contraint de nombreux citoyens à recourir à des tiers pour accomplir ces tâches, ( déplacements, accès à internet, décryptage du jargon informatique, ... ).

Face à cette déshumanisation des relations administratives et à cette désertification des espaces ruraux et péri-urbain, nous multiplions des initiatives pour le maintien des

bureaux de poste dans chaque commune, le maintien de guichetiers dans les gares, de St Herblain, Couëron, St Etienne de Montluc, le maintien d'un site de production d'électricité à Cordemais,.... pour n'évoquer que nos initiatives en cours.

### **Le développement HUMAIN durable.**

Nous sommes naturellement interpellés par ce que l'on appelle communément le réchauffement climatique

Nous observons ce phénomène, tentons d'en comprendre les causes et les conséquences, essayons d'élaborer des réponses en partant de nos vécus, de nos expériences de salariés-retraités, de citoyens, de contribuables, de consommateurs.

Au centre de nos préoccupations : la place de l'Homme dans la société. L'Homme doit-il s'adapter, voire se plier, à une société qui individualise, qui marginalise, qui culpabilise de plus en plus les Hommes, ou au contraire rechercher et promouvoir des valeurs de solidarité, de fraternité, d'émancipation ?

**Nous, nous avons choisi la 2ème formule et pour cela à la CGT nous parlons de développement HUMAIN durable et pas simplement de développement durable.**

**D)** La Basse-Loire, nous paraît un espace particulièrement intéressant pour imaginer et tester des solutions.

- Une zone estuarienne, interface naturel entre domaine maritime et territoires terrestres

- La proximité d'une métropole de 650 000 habitants, en forte croissance et un littoral touristique proche de zones industrielles et aéroportuaires,

- La Loire, trait d'union est/ouest, et barrière nord/sud, support d'infrastructures de transport et de loisirs,

- Des espaces agricoles pouvant favoriser des « *circuits courts* », mais aussi des réserves de bio-diversité,

- Des commerces de quotidienneté confrontés à la grande distribution et à l'e-commerce,

- Des sites SEVESO produisant des biens d'équipements à forte valeur ajoutée, ....

Répondre à ces questions c'est poser les questions de la formation des Hommes, de la recherche fondamentale, de la diversité des emplois et de leur niveau de qualification, de la rémunération du travail, du respect des droits d'usage, de l'habitat pour les résidents et les saisonniers, de l'attractivité des territoires, des modes de déplacements, des coopérations territoriales, des infrastructures, .....

**Nous avons largement abordé ces questions dans le cadre du débat « La Loire et nous » et déposé un cahier d'acteur à cette occasion.**

### **Les moyens financiers.**

Les " experts ", à moins que ce ne soient que des faire-valoir ou des complices, les plus sollicités par les médias expliquent ou plutôt serinent qu'il y a pénurie d'argent.

A la CGT nous avons une autre analyse de la situation économique nationale et mondiale. La richesse produite par les salariés augmente régulièrement. Mais les seuils de rentabilité exigés par les actionnaires, parfois 15 % du capital investi, entraînent délocalisations industrielles et démantèlements des statuts.

**Il y a donc plus à partager. La question à résoudre reste donc comment effectuer le partage des richesses produites ?**

En France nous constatons qu'en 1981 les dividendes versés aux actionnaires représentaient 10 jours de travail d'un salarié. En 2012 ils représentaient 45 jours. Autant de moyens qui manquent aux investissements, au fonctionnement des services publics, au pouvoir d'achat, à la solidarité sociale, à l'expression culturelle.

Comme nous, vous constatez que les pensions sont bloquées depuis plusieurs années, que les salaires évoluent peu, mais fin décembre 2019 les résultats du CAC 40 ont une nouvelle fois explosé : 42,5 milliards d'Euros ont été versés aux actionnaires !

La rémunération du capital coûte aussi à la collectivité au travers de la fraude et de l'évasion fiscale.

Par son initiative confédérale, sur le coût du capital, la CGT entend populariser les conséquences néfastes de la rentabilité financière immédiate sur l'économie, la santé, la culture, l'environnement.

Plusieurs municipalités ont su nous ouvrir leurs portes pour que cette exposition soit présentée dans leur commune.

Certes la taxe d'habitation, dont les bases n'ont pas été révisées depuis le début des années 70, devenait un impôt de plus en plus injuste, mais il tissait un lien entre les habitants et le territoire communal. Son abrogation et son remplacement par une dotation rompt ce lien et brida les possibilités d'initiatives locales.

**Nous avons largement évoqué cette question, parmi d'autres, en participant « au Grand débat », au début de l'année 2019.**

**E)** En tant qu'élu local, vos pouvoirs sont limités pour infléchir ces faits et ces comportements.

Vous avez tout de même la possibilité d'émettre des vœux votés en séance publique par vos conseils municipaux, de le rappeler dans vos dialogues avec les parlementaires, les représentants de l'Etat, ou vos négociations avec les chefs d'entreprises lorsque vous passez un marché public.

Comme nous, gardez à l'esprit quelques faits que nous jugeons insupportables et des réflexions qui nous paraissent pleines de bon sens et d'actualités même si elles sont déjà anciennes.

Les 3 personnes les plus riches du monde possèdent autant que les 48 pays les plus pauvres,

Les 225 personnes les plus riches du monde possèdent autant que les 2,5 milliards de citoyens les plus pauvres,

Les transactions financières virtuelles quotidiennes représentent **100 fois** le volume des transactions matérielles réelles.

Pour subvenir aux besoins en eau et accéder aux soins il faudrait investir 200 milliards par an. Les budgets consacrés aux trafics de stupéfiants, à la vente d'armement, à la publicité sont eux de l'ordre de 2 500 milliards par an !.

**Au cours de l'année 2019 le CAC 40 a progressé de 29,4 %**

**Le 1<sup>er</sup> janvier 2020 le taux du livret A a été abaissé à 0,5 % !**

Ces quelques chiffres montrent combien les propos déjà anciens (1802), mais au combien visionnaires, de Thomas Jefferson, - 3<sup>ème</sup> Président des Etats-Unis d'Amérique -, restent d'actualité :

**“Je pense que les institutions bancaires sont plus dangereuses pour nos libertés que des armées entières prêtes au combat. Si le Peuple Américain permet un jour que des banques privées contrôlent leur monnaie, les banques et toutes les institutions priveront les gens de toute possession, d'abord par l'inflation, ensuite par la récession, jusqu'au jour où leurs enfants se réveilleront sans maison et sans toit, sur la terre que leurs parents ont conquis”.**

Plus récemment, Bertolt Brecht écrivait fort opportunément que :

**Ceux dont la table est toujours garnie, enseignent la résignation.**

**Ceux qui détournent les impôts à leur profit, demandent des sacrifices.**

**Ceux qui mangent à leur faim parlent aux affamés, des temps merveilleux à venir.  
Ceux qui conduisent le pays à l'abîme, disent l'art de gouverner trop difficile pour  
l'homme ordinaire.**

Comme vous le voyez, même si elles sont exprimées de façon particulières et spécifiques, nos revendications ne relèvent pas d'une approche catégorielle, ou égoïste, mais sont l'expression de besoins personnels dont la satisfaction bénéficiera à toute la population.

Nous aurions pu aussi évoquer nos questionnements et nos propositions en ce qui concerne, le logement, la mobilité, l'urbanisme, la culture, la diététique, ....

**F)** Au-delà des réponses écrites que nous attendons, nos militants et adhérents sont disponibles pour débattre de ces thèmes, voire d'autres aspects de nos repères revendicatifs, lors des réunions publiques que vous envisagez d'organiser ou en recevant des délégations de notre Union Locale.

*Nota : L'USLR ( Union Syndicale Locale des Retraités ) de La Basse-Loire regroupe ses adhérents résidant dans les communes de Cheix en Retz, Cordemais, Couëron, Indre, La Montagne, Le Pellerin, Le Temple de Bretagne, Malville, Rouans, Saint Etienne de Montluc, Saint Jean de Boiseau, Nous animons les débats entre syndiqués, diffusons nos repères revendicatifs et nos propositions, organisons et participons aux actions que nous décidons, ou celles pour lesquelles nous sommes sollicités.*